

Samedi 18 juin 2016 :

Représentativité des partis politiques...

À l'heure où va s'écrire une nouvelle page de notre histoire nationale, la France se doit de rentrer dans une phase de réalisme et de progrès dans sa gouvernance.

Nous en avons pour preuve le ras-le-bol important et persistant de nos concitoyens vis-à-vis de la représentation nationale à tous les niveaux. Cela va du Gouvernement en passant par le Parlement, le Conseil d'État, la Cour des comptes, la Cour de cassation, les Conseils Régionaux et les autres organismes publics où l'incompétence fait peine à voir. C'est donc un désaveu quasi complet et une distance très marquée entre les politiques et la population française.

Et, malheureusement, cela s'étend aussi sur les grands pouvoirs de la communication, de la finance, de l'économie, du syndicalisme : les médias avec 72 % de défiance ; les banques (63 %) ; plus légèrement les grandes entreprises privées (55 %) et les syndicats (52 %).

La faute à qui ?

Nous restons persuadés, et ce depuis que la Révolution française de 1789 nous a ouvert les portes vers une « certaine démocratie » et un autre choix de société, que les partis politiques sont la source de nos ennuis et donc la cause d'une mauvaise gouvernance.

Aujourd'hui, seulement « 1 % » des Français a la carte d'un parti politique, soit 476.000 adhérents (plus ou moins à jour de leur cotisation) sur les 18 ans et + des inscrits et non-inscrits des listes électorales (44,6 millions et 3 millions).

Comment, à partir d'un fait réel et concomitant, peut-on porter crédit à une représentation aussi faible pour diriger un pays comme le nôtre à l'échelle nationale et internationale ?

Comment des élus aux idéaux spécifiques et partisans, dont la plus grande partie est issue de l'ENA, de Sciences Po ou d'autres écoles et institutions de fils à papa, etc., accès pour l'essentiel sur le carriérisme, peuvent-ils prétendre diriger un pays sans connaître l'essence même du monde du travail et le simple prix d'une baguette de pain ?

Comment ces hommes et ces femmes, dont le bagage professionnel n'a presque jamais suivi le stade du dernier banc universitaire sur lequel ils ont posé leurs fesses, sont-ils en mesure d'élaborer des textes de loi dont ils n'envisagent même pas toutes les conséquences sur l'avenir à court, moyen et long terme, ne sachant pas anticiper sur leurs propres actes ?

Comment, dans ces cas-là, ne pas envisager de supprimer les partis politiques pour les remplacer par de vrais acteurs de la vie socioéconomique, des professionnels de chaque secteur d'activité, qui savent de quoi ils parlent et comment ils doivent agir en fonction des aléas du moment et de ceux à venir ?

Les Français n'ont pas encore trouvé la parade et la solution pour résoudre les problèmes d'une société en perpétuelle mutation... !

Eh bien, nous y travaillons depuis des décennies et il est plus que temps que vous sachiez qu'il existe une alternative à tout cela : c'est l'application du principe dynamique de la SOCIOCRATIE dans tous les secteurs d'activité et la création de Groupes socioprofessionnels en remplacement des élus actuels du Parlement et d'un toilettage circonstanciel dans les autres corps constitués des pouvoirs exécutifs ou autres !

C'est tout pour aujourd'hui.

À bon entendeur, salut !

P. R.

